

Seules les modalités de travail **des sites parisiens** seront adaptées.
Les sites de province continueront à fonctionner selon les modalités habituelles, mais il pourra y avoir des modifications selon l'évolution des recommandations administratives.



Pour les sites Parisiens, essentiellement pour les salariés DSO, ça donne ça :



Quelles indemnités ?

- Toujours 3.25€/jour de télétravail pour l'ensemble des jours télétravaillés, pour tous les salariés, y compris ceux n'ayant pas d'avenant de télétravail.

Venir sur site ?

- Pas de jauge minimale dans les services pour la présence sur site
- Les salariés qui souhaitent travailler sur site pourront le faire
- La direction attend des précisions du gouvernement pour les éventuelles dérogations pour circuler en voiture
- Début de communication, la semaine prochaine aux managers

Faut-il prendre des Congés Payés ?

La prise des CP ne sera pas imposée aux salariés, mais une vigilance sera demandée au manager, afin d'anticiper une quantité trop importante de CP à gérer en septembre

Ce dispositif peut être amené à évoluer.

Des questions ? Ecrivez-nous !



Victoire de la CGT à 51% chez Generali Investments !

La CGT obtient un taux de représentativité de 51% avec un gain de 10 points par rapport à 2019. **De quoi donner du grain à moudre à leur direction !**

Comme quoi, tout est possible !

Les élections à Generali Investments se sont terminées le 28 mars.

Ni les actionnaires, ni les réactionnaires : Un 1er mai pour les salariés

Le 1er mai, journée internationale des travailleurs et travailleuses, va se tenir dans un contexte marqué par les guerres terriblement meurtrières, notamment en Ukraine et en Palestine. Nos organisations réaffirment leur engagement pour une paix juste et durable dans le cadre du droit international, qui ne peut se faire aux conditions de l'agresseur.

En France, les travailleurs sont sous la menace d'un nouveau plan d'austérité. Pour multiplier les cadeaux aux entreprises, ce qui aggrave les inégalités sociales, le gouvernement annonce faire des milliards d'économies sur les politiques sociales et les services publics, la transition écologique ou en faisant les poches des chômeurs et chômeuses, de celles et ceux qui sont malades, ou encore en s'attaquant une nouvelle fois au Code du travail. Loin de "désmicardiser" le pays, il poursuit sa politique au service des plus riches en distribuant de l'argent public aux entreprises privées, notamment les plus grosses, sous forme d'exonérations de cotisations sociales : plus les salaires sont bas, plus les aides publiques sont conséquentes, ce qui encourage les directions d'entreprises à maintenir des millions de salarié-es avec des fiches de paie proches du SMIC. A l'image du SMIC, il faut a minima indexer les salaires, pensions et le point d'indice sur les prix. Il y a urgence d'augmenter les salaires et les retraites.

La précarité et la pauvreté gagnent du terrain, en particulier chez les étudiants : un sur deux travaille pour financer ses études, deux étudiants sur trois sautent régulièrement des repas et plus de trois étudiants sur dix renoncent à des soins faute d'argent. Un sur deux est mal logé. Un étudiant sur 5 ne mange pas à sa faim. Il faut augmenter les minima sociaux, les bourses d'études et réformer en urgence ce système d'aide pour que chacun-e puisse étudier dans des conditions dignes.

Nos organisations appellent à s'opposer aux politiques d'austérité en France comme en Europe. Alors que des profits records sont enregistrés, il faut sortir du choix délétère que l'on nous impose. Pour une Europe sociale et des peuples : ni dépendance à la finance, ni poison de l'extrême-droite, pire ennemi des travailleurs et travailleuses ! Nos organisations militent pour le renforcement de la protection sociale et s'opposent aux projets de contre-réformes qui réduisent les droits et conquies des travailleurs et travailleuses.

Elles dénoncent les attaques aux libertés collectives et individuelles, notamment contre les bourses du travail et le droit de manifester, les libertés syndicales mais aussi les entraves à la liberté d'expression, par exemple sous-couvert des lois anti-terroristes.

Le 1er mai doit aussi être le prolongement des mobilisations du 8 mars pour l'égalité réelle alors que les femmes sont moins payées et plus souvent en situation de précarité.

Nos organisations appellent les travailleuses et travailleurs, les jeunes, étudiants et retraités, à manifester partout en France le 1er mai contre l'austérité, pour l'emploi, les salaires, les services publics, la protection sociale, les libertés et la paix juste et durable dans le monde.